

action

& performance



extrait du **09**
numéro
d'action&performance



Dossier

Maîtrise de l'énergie : tous concernés



Maîtriser et réduisez vos impacts énergétiques !

>>>>>>> La nouvelle norme EN 16001 se veut un outil d'efficacité énergétique à disposition des entreprises et collectivités. En ligne de mire, la diminution de la facture énergétique et des émissions de gaz à effets de serre. Enjeux et perspectives d'une nouvelle certification promue à un bel avenir...



La nouvelle norme NF EN 16001 Systèmes de management de l'énergie

a été publiée en juillet dernier. Objectif de cette norme européenne ? Accompagner les organismes dans leurs démarches de maîtrise de l'énergie. « L'EN 16001 est le résultat de la volonté des acteurs de la normalisation de fournir aux agents économiques et aux collectivités des outils pour respecter les engagements collectifs en matière d'économies d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre », commente Marie-Hélène Notis, présidente de la commission de normalisation Enersys « Maîtrise et management de l'énergie – exigences générales et procédures de qualification ». Dans un contexte économique rendu plus difficile par l'augmentation

des prix de l'énergie, alors que la pression réglementaire sur les émissions de CO₂ se renforce, la nouvelle norme va permettre aux organismes d'améliorer leur efficacité énergétique. C'est ce qu'explique Béatrice Poirier, chef de projet au département innovation et développement chez AFNOR Certification : « Comment s'organiser plus efficacement pour être moins vulnérable face aux fluctuations des prix de l'énergie ? Par quelles voies réduire sa facture énergétique tout en diminuant ses rejets de CO₂ ? Voilà l'apport de la nouvelle certification, qui doit être intégrée dans un véritable projet d'entreprise. »

D'abord, réduire sa facture et sa dépendance énergétique

À cette fin, la norme EN 16001 définit les exigences du système de management de l'énergie, accompagnées de recommandations de mise en œuvre. « Pour être conforme à la norme, l'organisme définira une politique adaptée à ses usages énergétiques. À partir d'un diagnostic initial, il identifiera des cibles cohérentes avec ses engage-

ments d'amélioration de l'efficacité énergétique », explique le groupe AFNOR. À ces exigences, l'EN 16001 ajoute quelques particularités qui la distinguent de toutes les normes parues jusqu'ici : « Ce qui fait l'attractivité immédiate de cette démarche, c'est que, grâce à une approche comptable de l'énergie – exigence d'amélioration continue, surveillance, mesurage – toutes les dispositions proposées sont destinées à faire gagner de l'argent. Il ne s'agit pas d'abord d'une question d'image », explique Marie-Hélène Notis. « Un rapport de l'IEA* publié en 2008 estime que l'intégration d'un système de management de l'énergie dans une entreprise peut permettre une économie d'énergie comprise entre 5 et 22 %, selon sa typologie et la nature de son activité », renchérit Béatrice Poirier. Afficher comme objectif prioritaire une économie « sonnante et trébuchante » paraît une excellente porte d'entrée pour convaincre des organisations, qui ont vu pour la plupart gonfler les coûts liés à la consommation d'énergie, et donc leur dépendance. « La norme donne du crédit aux responsables énergie dans



l'entreprise, qui ne sont pas les plus écoutés aujourd'hui parce qu'ils se situent souvent loin du cœur de métier. On ne pourra plus les accuser de vouloir « faire geler les gens dans l'obscurité » dès qu'ils émettent l'hypothèse d'économiser les ressources », estime Marie-Hélène Notis.

Des démarches complémentaires

Les promoteurs de la norme soulignent tous également la compatibilité, voire la forte complémentarité de l'EN 16001 avec la norme ISO 14001 sur le management environnemental. Une particularité qui facilite son intégration. « *La boucle de l'amélioration continue (planifier – faire – vérifier – agir) sur laquelle est fondée l'EN 16001 la rend parfaitement compatible avec les autres normes de systèmes de management* », observe Christophe Raymond, responsable qualité-environnement de Cofely Sud-Ouest (lire l'encadré). Pour autant, une fois intégrés les principes de l'ISO 14001, a-t-on encore besoin de l'EN 16001 ? « *Aux entreprises de se positionner par rapport à leurs enjeux environnementaux et énergétiques* », répond Béatrice Poirier. « *L'ISO 14001 intègre déjà la question de l'énergie parmi d'autres enjeux environnementaux. Si l'entreprise considère l'énergie comme un enjeu fort, dans ce cas, le déploiement de la démarche EN 16001 est pertinent.* »

Agir, transmettre, et améliorer

Attention à ne pas faire de l'EN 16001 un outil uniquement destiné à réduire des postes de dépenses que l'on croyait incompressibles. Si la perspec-

tive d'une baisse de la facture énergétique est bien sûr un levier important dans le succès de la nouvelle certification, il ne faut pas pour autant la réduire à cela. « *Au-delà des gains financiers immédiats, la véritable raison d'être d'une certification, par opposition à un effort ponctuel, est la pérennité de la démarche d'efficacité énergétique. C'est un effort de tous les jours, dans tous les secteurs et qui se transmet à tous les arrivants* », poursuit Béatrice Poirier.

Exigeant la tenue d'un registre des potentiels d'économie d'énergie, la sensibilisation et la formation de l'encadrement puis de tous les salariés et enfin, clé de voûte du système la nomination d'un « responsable énergie » représentant la direction, la démarche EN 16001 va plus loin que tout ce qui était proposé jusque-là. « *Les industries avaient toutes fait un effort de maîtrise de l'énergie suite aux différents chocs pétroliers des années 70, avec des succès certains. Mais elles ont relâché la pression dans la période qui a suivi et ont peu à peu perdu des compétences dans ces domaines. Même si, depuis la remontée des coûts de l'énergie, les entreprises n'ont pas attendu la sortie de la norme EN 16001 pour travailler sur ce sujet* », constate encore Béatrice Poirier. En forçant les organismes certifiés à prendre en compte l'aspect énergétique lors de l'acquisition de nouveaux matériels, de matières premières ou de services, en obligeant à évaluer la consommation d'énergie lors de la modification ou la rénovation des biens, y compris de bâtiments, en mettant en place l'évaluation et le comptage permanent, la certification oblige à la mesure,

intègre la durée et l'amélioration permanente. En spécifiant que, chaque fois que cela est possible, l'organisme doit comparer ses indicateurs de performance énergétique avec ceux d'organismes similaires, elle fait aussi jouer une certaine émulation.

Vers une future norme internationale

Pour le groupe AFNOR, la balle est maintenant dans le camp des entreprises et des collectivités, qui devront s'approprier l'outil. Avant une prochaine étape : la norme internationale ISO 50001 « système de management de l'énergie », prévue pour 2011 et dont l'EN 16001 est une des inspiratrices. « *Le travail se poursuit au niveau international pour l'élaboration d'une norme qui reprend les grands principes du système de management de l'énergie – une approche méthodique en vue de l'amélioration continue de la performance énergétique. Nous souhaitons que l'ISO 50001 soit en fait la première révision de l'EN 16001, ce qui permettrait de prendre en compte ce que les entreprises auront déjà fait jusque-là* », avance Marie-Hélène Notis. Le groupe AFNOR va plus loin en estimant que, dans ce domaine, l'Europe a une longueur d'avance : « *En appliquant la norme EN 16001, les organismes en France et dans toute l'Europe anticipent les exigences de la norme internationale que pourrait leur imposer le marché.* » ■

* International Energy Agency

Pleins succès pour la première Rencontre sur l'EN 16001 !

Le 1^{er} octobre dernier, une Rencontre « Management de l'énergie » était organisée au Stade de France par le groupe AFNOR (la Délégation régionale d'Ile-de-France). La nouvelle norme EN 16001 a été décryptée par Marie-Hélène Notis, présidente de la commission de normalisation « Maîtrise et management de l'énergie », ainsi que par l'Ademe, AFNOR Certification et des évaluateurs spécialisés. Surtout, les groupes Accor, Schneider Electric, et Aéroports de Paris, ont pu témoigner, lors d'une table ronde, des apports chiffrés générés par une telle démarche. Des éclairages édifiants sur les apports d'un système de management de l'énergie !

Ces professionnels qui choisissent la certification de compétences

Roméo Mencuccini, gérant de RM Gaz, société spécialiste de l'installation d'équipement GPL, est aujourd'hui en France le premier professionnel du secteur certifié pour ses compétences, selon la norme NF M 88-600 « montage et entretien des équipements GPL automobile ». « Le Comité français du butane-propane (CFBP) nous a contacté pour élaborer des normes destinées à favoriser le développement de la profession d'installateur GPL », commente Franck Pinguet, adjoint du département certification de compétences chez AFNOR Certification. « Un moyen de rassurer le grand public sur la compétence des installateurs », poursuit Franck Pinguet.

Maîtrisez et réduisez
vos impacts énergétiques !

■ Cofely

« L'EN 16001 garantit à nos clients que leurs progrès sont réels »

La filiale du groupe GDF-Suez a fait évaluer l'un de ses contrats selon l'EN 16001. Focus sur cette démarche, avec Christophe Raymond, responsable qualité & environnement de la direction du Sud-Ouest Cofely.

1

Quel a été le contexte de cette évaluation ?

Christophe Raymond (CR) : Nous étions en cours de certification ISO 14001 sur un contrat concernant l'exploitation de piscines municipales. Cofely ayant été impliqué depuis le début dans l'élaboration de l'EN 16001, on nous a proposé d'être évalué selon cette norme sur ce contrat précis. Notre objectif était alors d'évaluer le complément à apporter, lorsque l'on est déjà certifié ISO 14001, pour répondre aux exigences de l'EN 16001. De par la nature de notre activité, nous sommes au cœur du sujet : l'amélioration de l'efficacité énergétique.

2

Comment s'est passée l'évaluation ?

CR : L'évaluation EN 16001 a été menée en parallèle de la certification ISO 14001, mais cette dernière était bien sûr notre priorité. Nous n'avons pas fourni d'efforts particuliers pour l'audit EN 16001, tout en voulant répondre à une interrogation : « peut-on satisfaire aux exigences de l'EN 16001 en étant déjà certifié ISO 14001 ? » La réponse est non. Pour résumer : il ne suffit pas de remplacer le mot « environnement » par « énergie » pour passer de l'une à l'autre. Nous allons donc être certifiés ISO 14001, mais nous sommes encore à mi-chemin pour l'EN 16001.

3

À quelles contraintes avez-vous dû faire face ?

CR : Il y a plusieurs points : la partie diagnostic énergétique ou « point zéro », n'est pas neutre puisqu'elle implique un coût, alors qu'elle n'est pas obligatoire dans l'ISO 14001 par exemple. Ensuite, la mise en place d'indicateurs d'efficacité énergétique nécessite un travail approprié, mené conjointement avec le client. Et puis, en terme de veille énergétique et réglementaire, le spectre est aussi très large.

4

Quels avantages voyez-vous à cette nouvelle certification ?

CR : Pour nous, c'est un outil qui permettra d'aider nos clients dans leur démarche d'amélioration de leur efficacité énergétique. Actuellement, les collectivités et les grands groupes ont tous des objectifs de réduction de leur impact environnemental, ne serait-ce que pour atteindre les cibles définies par le Grenelle de l'Environnement. Mais ils ont aussi des difficultés à définir leurs priorités, à évaluer leurs actions. En les aidant à définir des indicateurs précis, en évaluant périodiquement les gains réalisés, la démarche EN 16001 donne une garantie à nos clients que leurs progrès sont réels.

Paroles
d'expert



« Toutes les entreprises sont concernées »

Auditeur pour AFNOR Certification et consultant en développement durable, Didier Claireaux a participé à la première évaluation selon l'EN 16001. Il livre ses premières observations sur ce référentiel et ses avantages pour l'entreprise.

Quelle est la typologie d'entreprises visée par la certification EN 16001 ?

Didier Claireaux (DC) : Toutes les entreprises consommant de l'énergie sont potentiellement concernées. C'est dire si la cible est grande... Mais celles qui en retireront les plus grands avantages sont les entreprises qui ont besoin d'afficher leur bonne maîtrise de la consommation d'énergie, d'en faire un argument commercial : clairement, les gestionnaires de systèmes de maintenance et les prestataires effectuant la gestion de l'efficacité énergétique pour le compte de leurs clients. Cette norme semble intéressante pour les TPE-PME. C'est un outil destiné également à des entreprises dont l'impact sur l'environnement se limite à leurs émissions de gaz à effets de serre et à la consommation d'énergie (déplacements...). Mais c'est aussi une des limites de l'EN 16001 : une entreprise a-t-elle besoin d'un système de management si son ambition se limite à maîtriser sa consommation d'énergie ?

Par rapport à l'ISO 14001, qu'apporte une approche spécifiquement centrée sur l'énergie ?

DC : Ce sont des approches complémentaires. Pour être certifié EN 16001, une bonne connaissance de l'ISO 14001 est un atout. Il est même possible d'intégrer le management de l'énergie dans une certification ISO 14001. Mais l'analyse de risque initiale n'est pas la même : alors que le système de management environnemental s'appuie sur une évaluation – l'analyse environnementale – la porte d'entrée de l'EN 16001 est le diagnostic énergétique, une mesure précise du réellement consommé.

Quelles sont les erreurs à ne pas commettre ?

DC : La certification EN 16001 permet de communiquer à propos du système de management de l'énergie. Il est important de souligner que si les résultats n'étaient pas à la hauteur des ambitions affichées dans la politique, cela pourrait être contre productif en terme d'image.

Comment cette certification peut-elle s'intégrer dans une politique de développement durable ?

DC : L'EN 16001 vient confirmer le respect des engagements énergétiques et la mise en place d'actions sur le pilier environnemental du développement durable. Pour être encore plus dans l'actualité, la certification permet de vérifier que l'entreprise se situe dans la droite ligne du Grenelle de l'Environnement. Les résultats de l'entreprise doivent être lisibles, même pour le grand public.